

Pédagogie, écologie, précarité : les campus d'Île-de-France s'adaptent aux nouveaux usages

Paris - Publié le mercredi 25 novembre 2020 à 10 h 49 - Actualité n° 200052

« La crise nous fait percuter la question de l'usage des campus, les étudiants n'y reviendront en effet plus jamais comme avant. Il va donc falloir accompagner ce mouvement vers une présence qui n'a peut-être plus intérêt à être massive avec des outils performants pour créer des lieux de calme, de travail, de rencontre et de socialisation », déclare [François Germinet](#), président de CY Cergy Paris Université.

Il s'exprime lors des assises de l'ESR organisées par la Région Île-de-France le 17/11/2020, au cours d'une table ronde intitulée « Penser les campus universitaires de demain à la lumière des nouveaux usages ».

Pour répondre à ces nouveaux usages, Sciences Po a ainsi choisi de ne pas prévoir d'amphithéâtre dans son nouveau campus, dit [Bénédicte Durand](#), sa directrice de la formation.

« Le signal est que nous allons vers une pédagogie beaucoup plus personnalisée, vers des petits groupes d'étudiants et une pédagogie plus active. La crise nous apprend également que les grands groupes peuvent fonctionner en virtuel. »

D'un autre côté, les campus font face à de nouvelles demandes et de nouveaux besoins :

- une volonté de campus responsables et durables, ce sur quoi Marie Marchand, doctorante et élue au conseil de site de CY, remarque, « que nous sommes encore à la traîne sur les sujets d'accès aux campus par des mobilités plus douces, de développement du tri des déchets, d'une meilleure alimentation locale, du développement des infrastructures sportives, etc. » ;
- l'adaptation face à la hausse de la précarité avec notamment la création de maisons de la santé sur les campus, souhaitée par [Jean-Luc Dubois-Randé](#), président de l'Upec ;
- les mutations des mobilités avec la volonté de « faciliter les mobilités d'études ou de stage tout au long des cursus, à la fois physiques et virtuelles », soulignée par [Sylvie Retailleau](#), présidente de l'Université Paris-Saclay.

Campus responsables : une volonté des usagers

Sylvie Retailleau, présidente de l'Université Paris-Saclay, souligne d'abord « la notion de campus responsable ». Avec la crise sanitaire et ses conséquences sur la formation et la vie de campus, elle constate « des étudiants qui deviennent aussi de plus en plus exigeants en termes d'embauche, de choix d'insertion et aussi de choix de formation ».

Ainsi, « à travers le CPER, nous pouvons développer ce qui tourne autour de la transition énergétique, plus largement transformer les habitudes sur nos campus, et avoir un impact sur le développement soutenable ».



Marie Marchand

François Germinet, président de CY Cergy Paris Université, formule aussi ce constat vis-à-vis de « préoccupations autour de la transition écologique, mais aussi économique, digitale, sociétale et énergétique, [qui] étaient présentes avant, mais se trouvent renforcées par la crise. Nous assistons à une accélération de la prise de conscience ».

Marie Marchand, doctorante et élue au conseil de site de CY, souligne la mobilisation des étudiants pour des initiatives de développement durable au sein des campus, notamment « au sein de l'université européenne Eutopia, dans laquelle nous avons créé une commission étudiante dédiée au développement durable, avec deux étudiants par université membre, dans le but de créer un guide de bonnes pratiques pour l'université du futur ».

Le numérique comme solution à une « crise de la mobilité »

Une numérisation « déjà bien avancée », mais aussi génératrice de difficultés (M. Marchand)

« La crise sanitaire entraîne un bouleversement des espaces et du temps de la recherche, c'est aussi une crise de la mobilité. L'explosion du cadre spatial et temporel provoque le surgissement du numérique », déclare **Bénédicte Durand**, directrice de la formation à Sciences Po.

L'établissement a « fait le choix d'un numérique très présent, de manière massive et immédiate dès le mois de mars, puis qui s'installe de façon pérenne. Cela vient aussi du besoin de rassurer les étudiants internationaux ».

La doctorante **Marie Marchand** dresse un constat similaire avec « une numérisation à laquelle on ne s'attendait pas vraiment même si elle était en cours et déjà bien avancée » qui a pu être « relativement compliqué à gérer pour les étudiants et l'est encore ».

Selon elle, « la numérisation est aussi synonyme de décrochage, notamment pour les doctorants qui se sentent souvent très seuls. Il y a un vrai besoin de se retrouver entre doctorants, de créer des synergies, d'échanger avec les chercheurs ».

Un soutien à la mobilité étudiante, physique et virtuelle, et à l'attractivité de l'Île-de-France

Pour **Sylvie Retailleau**, « la notion de campus européen et responsable est essentielle pour former des citoyens. Les campus européens doivent aussi résonner avec la mobilité virtuelle de projets ».

« C'est pourquoi il faut aussi développer des lieux mixtes de projets, avec la présence d'étudiants, de personnels, de start-up et d'entreprises, d'associations et de collectivités territoriales. Il faut aussi favoriser la flexibilité des horaires des bibliothèques. »

Sur le volet des mobilités physiques, **Bénédicte Durand** appelle la Région à soutenir le phénomène de rattrapage qui s'annonce avec la reprise des mobilités, avec « plusieurs générations qui se porteront pour effectuer des mobilités internationales et auront besoin d'être accompagnées ».

Elle « alerte les acteurs régionaux pour qu'ils ne considèrent pas que l'attractivité parisienne soit un acquis pour l'éternité » :

« Nous constatons que des étudiants français ou internationaux préfèrent venir sur nos campus de Reims ou Poitiers plutôt que celui de Paris, notamment pour la qualité et le coût de la vie. Il y a un vrai effort à faire sur la question de l'attractivité. »



Sylvie Retailleau - © Julien Guichard

Marie Marchand ajoute : « Nous savons que l'Île-de-France est très attractive, mais il faut se questionner sur la manière de conserver cette attractivité avec une mobilité réduite en raison de la crise. Les étudiants et chercheurs viennent pour s'imprégner aussi de notre culture, ce qui est compliqué à distance. »

La mobilité des personnels, locale et internationale, également questionnée

Enfin, la crise questionne les mobilités de personnels, selon **Sylvie Retailleau**, la présidente de l'Université Paris-Saclay :

- D'un point de vue local, « pour les personnels, dont le travail à distance et le télétravail se sont développés, et pour lesquels nous devons trouver un point d'équilibre entre le bien-être des agents et minimiser les temps de transport. Cela implique de travailler autrement ».
- D'un point de vue international, et notamment « pour les chercheurs, pour qui cette crise ques-

tionne les mobilités courtes notamment en avion ».

De nouveaux lieux d'apprentissage pour de nouveaux usages

Un impact des transformations pédagogiques sur la programmation bâtiminaire

François Germinet indique que la crise « impacte la manière dont on conçoit les enseignements mais ne bouleverse pas tout non plus. Un enseignement c'est d'abord une rencontre entre un étudiant et un enseignant, et il y aura toujours des amphithéâtres, des TD et des TP. Mais nous allons vers une accélération du travail et de la rencontre entre étudiants, et d'une rencontre plus qualitative entre étudiants et enseignants ».

Ce changement du mode d'enseignement peut aussi avoir un impact sur les campus eux-mêmes : « Sur la question du numérique, nous avons peut-être besoin d'un contact différent. En effet, si la présence enseignant/étudiant devient une denrée plus rare ou qu'on lui prête une attention particulière, on peut se poser la question de la meilleure plus-value de cette rencontre à porter dans la future programmation bâtiminaire. »

« Les programmations budgétaires doivent mieux associer la communauté des usagers. Or cette consultation est encore insuffisante dans le travail que nous menons et seulement certaines équipes de direction sont à la manœuvre.

Il me semble qu'après le choc existentiel que nous venons de vivre, il serait intéressant, avant de débattre des objets, de prendre le temps des diagnostics, de bien analyser comment le besoin de campus nouveau se restructure dans la tête de ceux qui l'ont vécu comme usagers ».



François Germinet - © Seb Lascoux

À Sciences Po, développer une vie de campus numérique et des espaces physiques de formation personnalisée



Bénédicte Durand - © Sciences Po

Du côté de **Sciences Po**, l'établissement a choisi, dans son nouveau campus, de ne pas prévoir d'amphithéâtre et dispose uniquement d'un amphithéâtre extérieur pouvant accueillir des étudiants sous la forme d'un forum en plein air.

Selon sa directrice de la formation, au-delà de l'aspect pédagogique, « on est en train d'apprendre à faire un campus dans l'espace numérique, à développer de la vie étudiante numérique, ce à quoi les étudiants s'adaptent très rapidement avec leurs habitudes sur les réseaux sociaux ».

« À l'avenir nous ne devons plus penser le lieu numérique comme alternatif mais comme double, et ainsi proposer systématiquement un lieu double, virtuel et réel, pour l'ensemble de nos acteurs. »

En outre, ces transformations pédagogiques nécessitent, selon elle, un appui aux enseignants qui « ont désormais besoin d'énormément de soutien à la qualité pédagogique des contenus. La communauté doit réinventer ses enseignements sur de nouveaux formats ». Ce pour quoi « les lieux en présentiel doivent aussi être des lieux de connexion, de formation et d'accompagnement des enseignants ».

La nécessité d'adapter les campus à une hausse de la précarité

Jean-Luc Dubois Randé, président de l'Université Paris Est Créteil, souligne que « la crise a fait exploser la notion d'inégalité de façon extrêmement forte, ce qui a été particulièrement ressenti à l'Upec et dans son large territoire ».

« Derrière la crise, il y a des étudiants qui ont faim, sont à la rue, sont dans une anxiété majeure. Cela doit amener des réponses de la part des établissements. »

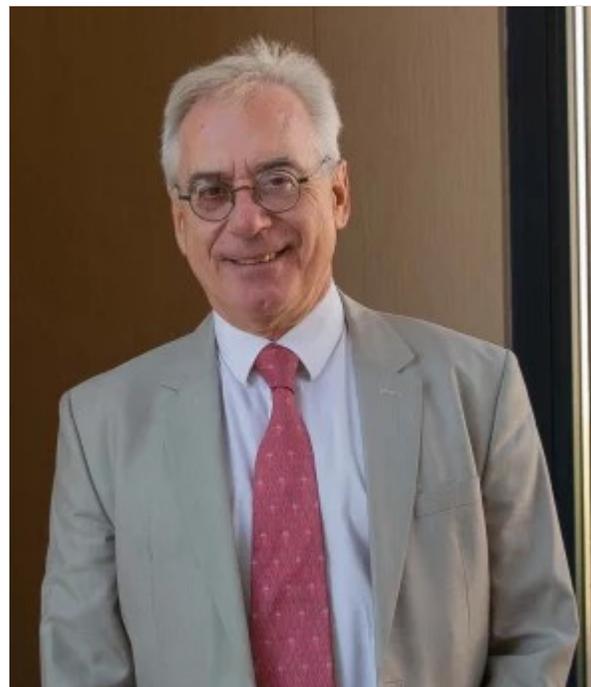
Une pression sur les formations et une crainte du décrochage

Selon lui, la pression démographique, renforcée par la réussite très importante au baccalauréat 2020, « a entraîné une pression sur les formations et aussi mis en tension les activités de recherche de nos enseignants-chercheurs ».

Cela a ainsi « amené l'Upec à réfléchir sur les campus de demain pour proposer des espaces de formation pluridisciplinaires et répondre aux attentes des étudiants et parents qui s'installent en grande couronne, notamment en raison de la crise ».

« Nous devons penser les espaces comme des tiers-lieux, des espaces de rencontre étudiante, aménager le wifi pour répondre à l'hybridation des formations, notamment dans les lfsi qui ont parfois soufferts de fracture numérique.

La Région peut avoir un impact important, notamment à travers le CPER, mais aussi par des éléments simples, comme la continuité du wifi entre le campus et la ville. »



Jean-Luc Dubois-Randé

« Cette crise nous a aussi fait constater que l'enseignement et la pédagogie en présentiel sont importants, notamment pour les premières années », constate de son côté la **présidente de l'Université Paris-Saclay**.

« C'est aussi un cri d'alerte sur le fait que les L1 ont besoin de retrouver du lien social et un suivi pédagogique. Il est important de garder ce lien en présentiel par la suite, même si les modalités pédagogiques évoluent, et le développement de l'hybridation devra s'effectuer en complément du présentiel. Nous avons fait un bon dans l'équipement et l'aide numériques, mais il faut continuer. »

Une des solutions proposées par **Jean-Luc Dubois-Randé** est de faire appel aux étudiants, avec l'aide de la Région qui « peut avoir un impact sur le tutorat, ce qui est fondamental durant cette période. Nous avons mobilisé de nombreux étudiants sur ce point. Dans le domaine de la précarité et la santé, l'investissement des étudiants a également été majeur, notamment dans la distribution de paniers-repas. »

Santé : guichets uniques et maisons de la santé pour un meilleur suivi des étudiants

Sur le volet de la santé étudiante et de la prévention, **Jean-Luc Dubois-Randé** pense que « la Région a un rôle à jouer autour de lieux à penser, de guichet unique pour les étudiants entre le social et le sanitaire ».

Sylvie Retailleau le rejoint : « On constate qu'il y a un problème fort notamment sur la santé mentale des étudiants. Nous avons besoin de médecins et d'infirmières. Or nous sommes sous dotés avec les Crous pour mettre en place un suivi médical et de psychologie. »

« Je milite pour des maisons de la santé sur les campus ou sur les zones géographiques où sont les étudiants avec de nombreuses spécialités, du psychologue à l'aide alimentaire en passant par l'accompagnement face aux addictions. »

Le président de l'Upec constate finalement que « de nouveaux éléments apparaissent au fil du temps, comme la précarité menstruelle qui était un sujet dont on avait peu connaissance auparavant ». Il « milite également pour des maisons de santé, comme lieux d'accueil en santé mais aussi avec une approche sociale ».

Repenser les logements et les transports

Enfin, au niveau du logement, « mais aussi des transports, ce qui résonne particulièrement à Saclay », une réflexion est nécessaire, selon **Sylvie Retailleau**.

« Les étudiants ont besoin de se loger, et nous constatons que beaucoup de ces logements sont rénovés, ce qui est une bonne chose, mais cela entraîne une augmentation très importante des loyers. Certains loyers passent de 150 € à 400 €. Cela pose un vrai problème de logement, encore plus avec une précarité accrue en raison de la crise. »

Précarité, numérique, santé... la réponse de la Région



Faten Hidri - © J-P. Braly

Sur la question de la précarité, « qui préoccupe le Région Île-de-France depuis le premier confinement, nous relançons l'aide alimentaire plus fortement pour ce reconfinement, cette fois en s'accordant bien avec ce que font les partenaires et le Crous et ainsi éviter des trous dans la raquette », indique **Faten Hidri**, vice-présidente de la Région en charge de l'ESR.

« La Région a également été active dans la distribution de masques — 700 000 depuis mars 2020 — et sur le volet numérique avec la distribution d'un chèque numérique aux lycéens boursiers arrivant dans le supérieur. »

Sur le volet de la santé étudiante, elle indique que « la détresse psychologique est aussi une de nos préoccupations, ce qui relève aussi d'une précarité d'un autre type. Nous renforçons donc notre alliance avec l'association Nightline pour apporter un soutien psychologique aux étudiants ».

Région Île-de-France



Le conseil régional d'Île-de-France est l'assemblée délibérante de la région française Île-de-France.

Fiche n° 4145, créée le 01/06/16 à 13:16 - MàJ le 18/11/20 à 15:46

© News Tank 2020 - Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »